

3^e Congrès CGT Sopra Steria du 22 au 23 mai 2024 à Toulouse

Document d'orientation



page 2: Introduction

page 2: Contexte

page 4: Enjeux et objectifs

page 4: Outils à notre disposition

Communications syndicales et CSE

Visio

Implantation territoriale

Site internet et newsletter

Fédération CGT Sociétés d'études

Liens avec Solidaires Informatique

Nos élu·e·s au CSE, nos RP, nos membres de commission et les ASC

Formations

page 6: Décisions de congrès

Renforcer notre colonne vertébrale idéologique

Former les camarades

Recruter de nouveaux et nouvelles adhérentes

Organiser des moments de convivialité

Communiquer...

Organisation des réunions

Introduction

Nous nous définissons comme un syndicat de lutte et de transformation de la société. Ces convictions sont le fruit d'une réflexion menée collectivement, nourrie par nos débats, nos sources d'information, mais aussi par les publications de notre fédération, les échanges avec les autres niveaux de l'organisation de la CGT (UL, UD, syndicats et collectifs)

Il est bien moins difficile de propager nos convictions quand elles sont portées par des combats. Et ça tombe bien, nous en avons plein à mener !

Notre objet est bien sûr la défense des salarié·e·s, mais cela ne peut se réduire à la seule assistance juridique même si elle est essentielle à notre combat. En effet il nous faut prolonger l'effort syndical au-delà de la sollicitation par les salarié·e·s. Nous devons pouvoir propager nos idées au quotidien et au contact de nos collègues

Bataille pour les salaires : c'est la mère des batailles, le moyen le plus efficace pour lutter contre le capital.

Bataille pour l'égalité entre les femmes et les hommes : dans n'importe quelle organisation, et dans la nôtre plus encore, il est indispensable de ne pas rejeter toutes formes de discrimination notamment celles basées sur le genre.

Bataille pour prendre le pouvoir dans l'entreprise : les salarié·e·s doivent pouvoir peser sur les décisions stratégiques prises dans l'entreprise.

Batailles pour l'environnement, l'internationalisme, la solidarité entre salarié·e·s et tant d'autres !

Bataille pour la sauvegarde des emplois et l'amélioration des conditions de travail.

Contexte

Sopra Steria est une entreprise florissante, bien implantée dans l'ambiance de compétition et de libéralisme forcené. Ce libéralisme qui depuis 40 ans détruit méthodiquement les services publics, et la protection sociale, impose la division des travailleurs et travailleuses entre eux. Dans un contexte où selon l'adage « tout va plus vite », il est essentiel de ne pas se laisser entraîner dans cette course folle dont les seuls gagnant·e·s ne sont pas du côté des salarié·e·s.

Malgré la dernière grande lutte menée par une intersyndicale très large et remarquable contre la loi réformant les retraites, le syndicalisme souffre trop d'un consumérisme et d'une vision individualiste de la part des salarié·e·s. Rejeter la faute sur les médias ou le modèle économique et politique dominant est essentiel, même si ce n'est pas suffisant.

En effet, nous ne pouvons pas évacuer la publicité de querelles puériles entre organisations au sein de notre propre entreprise et dans ses instances de représentation du personnel.

À cela s'ajoutent les attaques récurrentes du gouvernement et du patronat contre le modèle social français. Elles sont de plus en plus efficaces, et les forces syndicales paraissent incapables de freiner la destruction méthodique qui s'opère. Quelques exemples récents

- Retraites : la séquence de lutte contre la réforme des retraites a montré une forte mobilisation, mais les salarié·e·s de Sopra Steria ne se sont pas beaucoup mobilisé·e·s.

- Sécurité sociale : le discours du rapprochement du net et du brut donnant l'illusion d'une augmentation de salaire imprègne la société, et les salarié-e-s de Sopra Steria n'y sont pas moins réceptifs. Ce qui se trame derrière est la destruction méthodique poursuivie depuis 70 ans d'un régime de sécurité sociale financé par les cotisations basées sur le salaire.
- Assurance chômage : le démantèlement de la protection des salarié-e-s contre le risque de perte d'emploi que fait peser le patronat sur leurs épaules ne rencontre qu'un faible écho parmi les salarié-e-s. L'illusion que notre secteur d'activité connaît peu le chômage rassure les salarié-e-s avec la conviction, peut-être uniquement de façade, qu'il y aura toujours possibilité de trouver un emploi ailleurs. Mais si la conjoncture des dernières années semble leur donner raison, rien ne dit ce que prévoit l'avenir, et les dernières mesures d'austérité imposées par le gouvernement aura obligatoirement un impact sur notre entreprise, dont de nombreuses activités sont liées aux services publics.
- Éducation : la volonté gouvernementale de transformer le système éducatif en une pouponnière de travailleurs et travailleuses obéissantes et acculturées doit nous alerter au plus haut niveau. Toute la continuité éducative doit permettre de produire des citoyen-ne-s éclairées leur permettant de se libérer du joug d'un emploi aliénant. Or c'est exactement l'inverse qui est en train de s'opérer depuis plusieurs années, avec une accélération importante ces derniers mois. La division de la société en deux catégories, une formée à la réflexion dans des espaces protégés, et l'autre dédiée à l'obéissance d'un ordre établi sans les moyens culturels de se défendre, va à l'encontre des idées progressistes que nous portons.
- Inflation : l'inflation soutenue qui est réapparue ces deux dernières années a permis une revalorisation du SMIC et d'une partie des plus bas salaires afin de respecter les accords de branches et les minima sociaux. Cela a tendance à tasser l'échelle des salaires, et en lien avec les exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires, de permettre à l'entreprise de dégager des marges sur le travail. Mais cela a une autre conséquence : le relèvement de la qualification à minimale à l'embauche.

En plus de ce contexte de marche forcée vers une société moins égalitaire, les discours de guerre sont omniprésents et déchirent la société. Les décideurs profitent d'ailleurs des catastrophes géostratégiques actuelles pour insuffler un discours guerrier, détournant les salarié-e-s des questions sociales qui les concernent, en les divisant. Ces discours sont repris sur des thèmes sociétaux et commerciaux. Il y a là un grand danger d'acceptation de ce discours de haine les un-e-s envers les autres que nous devons combattre.

D'ailleurs, quand nous parlons de lutte et de combats, c'est contre les forces du Capital, pas contre d'autres travailleurs et travailleuses.

La question environnementale est également au cœur de nos préoccupations et de celles de nos collègues. Ce n'est pas parce que nous sommes un syndicat que nous ne pouvons pas débattre des propositions concrètes que nous pourrions porter afin de faire prendre en compte l'empreinte de nos activités sur l'environnement.

Cela ajoute de l'abattement auprès des salarié-e-s. Nous-mêmes, syndiqué-e-s, ne sommes pas exclu-e-s du déferlement de mesures anti-sociales menées tambour-battant et sommes parfois

atteint·e·s par le découragement et la lassitude. Être syndiqué·e ne signifie pas que nous sommes plus fort·e·s que celles et ceux qui ne le sont pas. Payer une cotisation est fondamental, mais n'est pas synonyme de résilience. Ce qui nous rend plus fort·e·s, c'est la construction en organisation, avec des liens solidaires, de la convivialité, des débats houleux mais constructifs, de la formation et l'échange d'information.

De plus, l'avènement des réseaux sociaux nous expose plus que jamais à nos biais cognitifs et pousse une masse croissante de personnes vers le complotisme en nous divisant et nous faisant perdre de l'énergie militante.

Enjeux et objectifs

Lors du deuxième Congrès, la question du maintien en syndicat s'est posée. Aujourd'hui cette question ne se semble plus d'actualité. C'est donc en tant que syndicat que nous devons nous fixer des objectifs.

Il nous faut amener les salarié·e·s à ne plus accepter et se soumettre au diktat des lois d'un marché qu'ils et qu'elles n'ont pas choisi. La direction du groupe s'inscrit dans ces logiques de concurrence effrénée et fait peser sur les épaules des salarié·e·s sa volonté de produire toujours plus et d'adaptation aux modes technologiques, ne suivant pas les recommandations des rapports d'expertises sur le positionnement du groupe sur le marché. Cela a un effet néfaste sur la santé physique et psychologique des salarié·e·s mis·e·s sous pression d'une hiérarchie toujours plus contraignante.

Le modèle économique qui impose cette fuite en avant n'est pas soutenable indéfiniment, et de partout son acceptabilité est remise en question. Ce qui semblait farfelu il y a quelques années, le semble moins aujourd'hui et de multiples discours contre le modèle économique dominant se font jour. Certains sont des leurres, et d'autres apportent plus de promesses. C'est pour cela qu'il faut continuer de nous organiser pour nous préparer au changement, et alerter sur les discours qui sous des airs de vouloir remettre en cause le modèle économique, ne cherchent qu'à le protéger.

Nous organiser Pour porter notre vision émancipatrice, transformatrice de la société et raviver l'espoir.

Nous organiser pour augmenter notre rapport de force et obtenir de meilleures conditions de travail.

Nous organiser enfin de peser sur les décisions stratégiques de l'entreprise pour que le travail ait un sens et un contenu plus humaniste.

Aussi les questions d'enjeux géostratégiques internationaux doivent nous rassembler en soutien aux travailleurs et travailleuses subissant les agressions de puissances étrangères, ou d'entreprise voraces. Cependant les convictions et nuances individuelles ne doivent pas nous diviser sur des enjeux à propos desquels nous n'avons que très peu de prise. Actons nos possibles désaccords sans en faire pâtir la nécessaire fraternité qui nous uni.

Outils à notre disposition

Communications syndicales et CSE

Nous disposons de moyens fournis par la direction, dont seule la communication syndicale est protégée par un accord d'entreprise. La communication CSE en revanche n'est qu'un usage dont nous devons obtenir l'encadrement et la pérennisation par un accord, sans perte des acquis actuels

Visio

L'implantation à l'échelon national de notre syndicat ne permet pas des rencontres physiques simples. Aussi nous avons pris l'habitude de nous retrouver en passant par les réunions à distance. Avec l'usage, ces réunions sont de mieux en mieux structurées et accessibles. Il nous faut maintenir cet outil.

Implantation territoriale

Le syndicat est présent et connu sur certains bassins d'emploi de Sopra Steria, mais complètement absent sur d'autres. C'est à la fois la force de la CGT Sopra Steria de pouvoir être présent sur tout le territoire national, et sa faiblesse, car nous ne sommes pas assez nombreux et nombreuses pour revenir régulièrement sur les sites afin de nous y implanter durablement. Un effort considérable doit être effectué en ce sens. La diffusion d'un tract est l'acte le plus simple, mais sa portée n'est pas suffisante. Nous devons essayer de trouver d'autres manières de rester en contact et instaurer un échange avec les salarié·e·s à même de faire adhérer de nouveaux et nouvelles camarades.

Site internet et newsletter

Le site internet doit continuer à être rafraîchi. Des questions de forme (habillage visuel) sont à retravailler. Il y a également un aspect technique à considérer pour maintenir la simplicité d'utilisation et la maintenance.

La structure actuelle nous permet d'utiliser une newsletter qui n'est pas très vivante. C'est un outil important qui nous permet de multiplier nos communications vers les salarié·e·s qui ne se connectent jamais à leur messagerie professionnelle Sopra Steria, mais aussi envers d'autres syndicats proches.

Fédération CGT Sociétés d'études

La fédération doit être un appui logistique important, et surtout une source de formation et d'information essentielle. Les combats menés par la fédération peuvent être également relayés par le syndicat, afin de lui donner tout le soutien nécessaire dans le rapport de force lors des négociations de branche.

La fédération Société d'Études produit et transmet de nombreux documents qui sont une richesse inestimable pour notre organisation. Il est important que les campagnes soient portées par le syndicat. Ces documents, transmis aux délégué·e·s syndicaux devraient rester accessibles à l'ensemble des syndiqué·e·s.

Liens avec Solidaires Informatique

La campagne pour les élections professionnelles a permis de tisser un lien avec Solidaires Informatique. Ce lien doit être entretenu, et que chaque syndicat apporte ses idées au débat dans un enrichissement mutuel.

Au titre de la charte nous unissant, nous disposons d'une place réservée dans les négociations au niveau de l'UES. Organisons-nous pour porter la voix de la CGT dans les revendications de Solidaires Informatique et portons-les lors des réunions de négociation avec la direction et les autres syndicats représentatifs.

Nos élu·e·s au CSE, nos RP, nos membres de commission et les ASC

Nos élu·e·s sont un point d'appui extraordinaire pour sentir le climat actuel, et les tendances décidées par la direction. Nous devons être à leur écoute, comme ils et elles doivent porter la voix du syndicat.

Formations

La formation est le pilier de l'organisation. Nous bénéficions de la possibilité d'accéder aux formations proposées par la fédération et des unions locales. Il est impératif dans nos statuts que les élu·e·s et mandaté·e·s aient au moins reçu la formation « Participation à la vie syndicale » ; les formations inhérentes à leurs mandats et s'inscrire dans le cursus de la formation syndicale.

De multiples autres facilité de formation sont disponibles au sein de notre organisation. La première est la participation aux grèves et manifestations auxquelles le syndicat appelle. Car la formation s'effectue aussi par le militantisme et les rencontres d'autres camarades issus d'autres syndicats.

Décisions de congrès

Renforcer notre colonne vertébrale idéologique

Il ne faut pas nous enfermer dans un rôle de « gestionnaire » de la structure existante, mais nous positionner comme une force de proposition d'une autre organisation du travail, et d'un rapport de force entre les salarié·e·s et la direction.

Former les camarades

Nous avons des camarades exerçant des mandats juridique (défenseurs, conseiller et conseillères du salarié.e conseillers Prud'hommes...). Il est nécessaire d'en former d'autres pour prendre le relai quand cela s'avérera nécessaire.

Recruter de nouveaux et nouvelles adhérentes

Le débat d'idées et la discussion nous permettent de tisser des liens avec les salarié·e·s. Promouvoir l'adhésion à notre organisation en plaçant au cœur des discussions avec les collègues les enjeux portés par le syndicat peut nous permettre de faire venir de nouvelles adhésions. C'est un travail long et difficile, mais il doit être mené.

Organiser des moments de convivialité

La solidarité entre camarades se forge aussi par la convivialité. Nous pouvons organiser de manière régulière dans nos bassins d'emploi des événements festifs, en dehors du cadre de l'entreprise, en y invitant les salarié·e·s.

Communiquer...

...plus largement sur notre organisation et les propositions de transformation que nous portons. Notre communication est à destination des syndiqué·e·s mais aussi de notre entourage salarié, et plus largement envers toute la société.

Nous devons offrir des perspectives et des points de vue même s'ils suscitent le débat avec les salarié·e·s. Nous devons amplifier l'information sur nos actions, et proposer un contenu sur lequel les syndiqué·e·s pourront s'appuyer afin de les aider à militer pour le renforcement de notre syndicat.

Organisation des réunions

Afin que les camarades qui n'ont pas d'heure de délégation puissent participer aux échanges et débats, il est nécessaire de trouver des créneaux de réunion en dehors du temps de travail.

Il nous faut prendre l'habitude de convoquer des assemblées générales de salarié·e·s pour traiter des sujets d'actualité, écouter et mobiliser les salarié·e·s.